



DÉCLARATION LIMINAIRE AU CTL DES PYRÉNÉES-ORIENTALES DU 15 DÉCEMBRE 2020 Seconde convocation

Madame la Présidente,

Depuis des mois, le gouvernement, la Direction Générale et vous-même utilisez plusieurs subterfuges pour nous vendre au mieux votre NRP, tous ayant un point commun : la manipulation dans la communication, qu'elle soit interne ou externe.

La démétropolisation, désormais dénommée « relocalisation », alors qu'il s'agit en réalité de « délocalisation », tout comme la notion de proximité, en sont les points centraux.

Le premier et principal subterfuge est de laisser croire à la prise en compte des besoins locaux et des aspirations des agents : la démétropolisation serait ainsi la réponse gouvernementale à la revendication d'une plus grande proximité des services publics. Mais les services délocalisés ne répondent en rien aux besoins de la population locale. Quant au besoin des agents aspirant à travailler en dehors des grands centres urbains où la vie est chère et les transports sont longs et fatigants, le nombre d'agents qui suivront la mission dira si l'aspiration est si forte que ça...

D'un point de vue local, l'adhésion des agents à vos projets n'est pas acquise. Même si vous vous gargarisez d'avoir donné satisfaction aux demandes des collègues, combien ont souhaité la fermeture de leur poste et leur déménagement ?? Aucun...

Le deuxième subterfuge relève du vocabulaire utilisé pour mieux « faire comprendre » aux usagers, aux élus locaux et évidemment aux agents en quoi ce projet est bon pour eux. Le terme « démétropolisation » a été choisi à dessein ; d'abord pour opposer les territoires urbains et ruraux ou périurbains.

Il sous-entend ensuite que les usagers des métropoles auraient moins besoin de services publics de proximité que les autres. Ils parlent aussi de « relocalisation » comme si ces missions et/ou services avaient déjà été implantées dans les communes choisies.

NRP, P comme Proximité... La blague !! Vous supprimez des implantations géographiques et des emplois en pleine compétence. Vous les remplacez par des emplois volontairement précarisés en leur demandant de faire en sorte que les vitrines du défunt « service public » ne prennent pas la poussière quelques jours par-ci par-là.

Et vous voulez faire croire aux usagers, aux élus et aux agents que c'est ça la proximité ?? Encore une fois, quand on ne maîtrise pas la sémantique de la langue française, on s'abstient de toute communication afin de ne pas passer pour des buses... On peut reprendre la définition du mot « pérennité » si vous n'avez pas compris l'exemple précédent.

L'utilisation de ce vocabulaire n'est évidemment pas neutre de votre part, il participe à l'acceptation du plus grand nombre à votre projet mortifère.

Le troisième subterfuge, d'un point de vue national, est de laisser croire que la venue d'une poignée de fonctionnaires et de leurs familles « revitalisera » les territoires en participant au développement de l'économie locale et en confortant les services publics existants tels que les écoles. Nous parlons de moins de 0,02 % de la population et sans autre mesure.

Il en est de même localement. Vous pensez réellement que centraliser et regrouper les services entre eux permettra d'améliorer les organisations et le rendu du service public ? Soyez au moins franche sur le sujet. Cette volonté de regroupement vous donne simplement l'impression d'avoir plus de liberté pour positionner les prochaines suppressions d'emplois. Mais personne n'est dupe : ce sont encore les agents et les usagers qui vont trinquer !!

Mais heureusement, le vaccin arrive !! Il est là !! Attention pas celui contre la COVID, mais celui contre la NRPTITE.

100 000 doses ont été commandées pour les agents de la DGFIP, nous allons tous être sauvés de cette maladie destructrice du service public, et génératrice de RPS. Il est efficace à 100 % sur les symptômes, de nombreux cadres A++ l'ont testé et il fonctionne !! Car même en surnombre, ces cadres restent sur leur chaise et continuent leurs sales besognes.

Il était temps car vos agents se plaignent tous de stress, d'anxiété et d'une visibilité sur leur avenir des plus opaques. Tous les collègues impactés par cette première vague du NRP doivent être les premiers vaccinés car leur situation est précaire. Il vous reste un peu plus de temps pour les autres.

LE NRP, sachez-le, hormis être le Nouveau Risque Psychosocial comme il a été précisé lors de précédentes instances, est aussi la Nouvelle Revue de Psychanalyse, et des articles, ils pourront en écrire sur la DGFIP. Entre des agents baladés de sites en sites, de sièges en sièges, des élus qui ne sauront plus qui gèrent leurs collectivités, des entreprises qui seront gérés par un collègue à l'autre bout du département et des contribuables qui devront aller sur Internet pour leurs questions... Bref, crises de nerfs et prises de tête en puissance...

Nous avons bien compris que vous ne maîtrisiez pas le sujet du NRP tellement sa préparation et sa présentation sont bâclées.

Nous osons espérer, pour ne pas dire caresser l'espoir, avoir une communication la plus transparente possible au moins sur les questions diverses.